

EDF ENCORE PLUS SPOLIÉE DE SES KWh!

Pour sauver un marché de l'électricité devenu totalement fou et incontrôlable, le gouvernement puise allégrement dans les caisses d'EDF...

Plutôt que remettre en question un marché de l'électricité qui n'a absolument pas tenu les promesses annoncées, le gouvernement vient de décider de réhausser le volume de vente d'énergie qu'EDF doit brader à ses concurrents (ARENH). Désormais ce n'est donc plus 100 mais 120 TWh de sa production nucléaire qu'EDF devra céder à ses concurrents. Le gouvernement prétend que cette mesure limitera la répercussion de la flambée des prix de l'électricité sur la facture des particuliers et industriels. Il est vrai qu'à trois mois de l'élection présidentielle cette envolée des factures est un cataclysme pour lui qui s'était engagé, hâtivement, à l'automne dernier, à contenir la hausse des tarifs régulés d'électricité en deçà de 4%. Mais cette mesure ne réglera en rien le problème structurel de manque d'électricité pilotable, une des causes de cette envolée des prix, et ce sont bien les usagers, particuliers et entreprises qui vont devoir payer la douloureuse. Par contre, pour les commercialisateurs alternatifs (privés) d'électricité, c'est une sacrée aubaine : ils vont pouvoir acheter 20 millions de MWh supplémentaires à un prix dérisoire (46 €/MWh), sans que l'on n'ait la moindre garantie qu'ils ne les revendent pas au prix de marché à 300 à 400 €/MWh!

EDF bradera non plus 100, mais 120 TWh à ses concurrents !

Une décision d'intérêt général ?

Certainement pas, mais c'est en ces termes que le directeur de l'Agence des Participations de l'État s'est justifié au conseil d'administration d'EDF convoqué en urgence... mais réuni pour ne rien décider, si ce n'est se donner rendez-vous pour la publication des comptes 2021 et du budget 2022... Car les projections à venir sont à revoir de fond en comble suite à cette décision scélérate. Plus que jamais, cet interventionnisme renforcé de l'état conforte EDF dans une position de vache à lait pour ses concurrents. Ceux-là même qui ne participent en rien à la production d'électricité pilotable, seul moyen de répondre aux besoins en électricité du pays à tout instant, quelle que soit la météo. En chargeant toujours plus la barque de l'opérateur his-



torique, ce gouvernement, comme les précédents, met en péril l'avenir d'EDF. EDF est pourtant un bon élève dans la transition énergétique européenne avec une électricité parmi la plus faible émettrice de CO₂ et à un prix parmi les moins chers !

Le gouvernement nous ment !

Contrairement à ce qu'il a déclaré à la presse, il ne s'agit pas du tout d'un accord mais bien d'une décision unilatérale imposée à EDF. Et les conséquences financières ne sont pas du tout « équilibrées » entre EDF et l'état. Car oui, le manque à gagner pour l'entreprise sera bien de 8 Md €, au regard des prix de marché actuels. Oui, la baisse de la taxe TICFE (ex CSPE : Contribution au Service Public de l'Électricité) entraînera effectivement une perte de 8 Md € de recettes pour l'état. Mais ce dernier « oublie » d'indiquer qu'il en économisera environ la moitié grâce aux gains réalisés sur les subventions aux énergies renouvelables. En effet, malgré des prix d'achat très élevés de l'énergie « verte », ceux-ci avoisinent désormais les prix du marché et ne nécessitent plus ou très peu de subventions d'état.

Des Md € gaspillés pour sauver un marché inefficace

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, le gouvernement impose à EDF cette décision en pleine période de très forte pression sur la capacité de production, et cela devrait durer quelques hivers encore. Car aux très gros

travaux de maintenance sur cinq tranches pour prolonger la durée de vie du parc nucléaire historique, sont venues s'ajouter cinq autres tranches (non prévues) arrêtées en raison d'un défaut impactant la sûreté.

Rien ne garantit que ces Md € seront redistribués aux clients finals

Ce sont donc des milliards d'euros qui vont être gaspillés pour que ce marché perdure, bien qu'il ait démontré sa totale inefficacité en matière de baisse des prix. Au contraire, le marché fait même monter les prix, car il est intégré pour partie dans le calcul des tarifs réglementés de vente (TRV). Et rien ne garantit que ces Md € seront redistribués aux clients finals (et ce n'est certainement pas la Commission de Régulation de l'Énergie qui aura les moyens d'aller vérifier toutes les factures d'électricité !).

D'autres solutions sont possibles !

Dans son Programme Progressiste de l'Énergie, la FNME CGT propose de sortir du marché, aussi inefficace dans sa capacité à faire baisser les factures qu'à préparer l'avenir par l'investissement dans la construction de moyens pilotables. Un retour à une EDF nationalisée, sous forme d'EPIC, et avec des tarifs réglementés d'électricité, pour les particuliers et les industriels, non indexés sur le marché, protégerait vraiment les consommateurs. Et parce que l'énergie est un bien de première nécessité, le PPE propose aussi de diminuer toutes les taxes : elles pèsent aujourd'hui pour 1/3 de la facture des particuliers !

Le Service public de l'électricité est en danger

En l'état, si rien n'est fait, ce sont les usagers et les contribuables qui vont payer la facture et les fournisseurs alternatifs qui empocheront des profits pour gonfler encore

plus leurs dividendes ! Les salariés, auxquels l'entreprise a déjà demandé beaucoup de sacrifices, refusent, encore une fois, de faire les frais de cette nouvelle spoliation. Ils ont fait bloc derrière l'intersyndicale lors de la journée d'action du 26 janvier avec un salarié sur deux présents en grève : un mouvement encore plus important que lors du projet de démantèlement Hercule ! Ils disent stop aux économies de budget, à la non-reconnaissance salariale, à la baisse des effectifs, à la dégradation de leurs conditions de travail avec une charge de travail toujours plus importante !

Car du fait de ce récent coup de théâtre, ni le budget 2022, ni le plan moyen terme PMT 2022-2024 n'ont été approuvés par le conseil d'administration d'EDF. Pourtant les premières esquisses de ce PMT faisaient apparaître (enfin) une augmentation des effectifs plus que justifiée au regard de différentes perspectives positives pour l'entreprise : prolongation du nucléaire existant, nouveau nucléaire, développement des énergies renouvelables, services... Mais avec ce nouveau coup de massue asséné par le gouvernement la direction s'est empressée de remiser ce PMT avant même qu'il ne soit présenté officiellement et discuté.

EDF : symbole depuis ¾ de siècle de la réussite d'un service public à la française

L'avenir d'EDF, vital pour le pays, sera-t-il sacrifié pour de simples manœuvres politiciennes à la veille d'échéances électorales ? Gageons que, ses salariés, au côté de tous les syndicats, unis et déterminés, gagneront un retour à l'EPIC, à un monopole public en capacité d'investir et d'agir pour le service public de l'énergie. Pour que cette entreprise, symbole depuis ¾ de siècle de la réussite d'un service public à la française, ne soit plus livrée aux griffes du privé.

